



## CHAPTER N-3.5

## CHAPITRE N-3.5

### New Brunswick Building Code Act

### Loi sur le Code du bâtiment du Nouveau-Brunswick

*Assented to June 19, 2009*

*Sanctionnée le 19 juin 2009*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

#### **DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

Definitions. . . . .	1
Appeal Board — Commission d'appel	
building — bâtiment	
building inspector — inspecteur des constructions	
Chief Building Inspector — inspecteur en chef des constructions	
Code — Code	
commission — commission	
construct — construire	
council — conseil	
court — cour	
demolish — démolir	
emergency — situation d'urgence	
local government — gouvernement local	
local service district — district de services locaux	
Minister — ministre	
owner — propriétaire	
professional — professionnel	
Provincial Chief Building Inspector — inspecteur en chef provincial des constructions	
Application. . . . .	2
Act binds Crown. . . . .	3
Prohibition. . . . .	4
Conflict. . . . .	5
<b>BUILDING BY-LAWS</b>	
Building by-law. . . . .	6
Enactment procedure for building by-law. . . . .	7
Proof of building by-law. . . . .	8
<b>PERMITS</b>	
Application for building permit. . . . .	9
Building permit required for change of use of building. . . . .	10
Posting of building permit. . . . .	11
Application for demolition permit. . . . .	12

#### **DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

Définitions. . . . .	1
bâtiment — building	
Code — Code	
commission — commission	
Commission d'appel — Appeal Board	
conseil — council	
construire — construct	
cour — court	
démolir — demolish	
district de services locaux — local service district	
gouvernement local — local government	
inspecteur des constructions — building inspector	
inspecteur en chef des constructions — Chief Building Inspector	
inspecteur en chef provincial des constructions — Provincial Chief Building Inspector	
ministre — Minister	
professionnel — professionnel	
propriétaire — owner	
situation d'urgence — emergency	
Champ d'application. . . . .	2
Obligation de la Couronne. . . . .	3
Interdiction. . . . .	4
Incompatibilité. . . . .	5
<b>ARRÊTÉS DE CONSTRUCTION</b>	
Arrêtés de construction. . . . .	6
Procédure d'adoption de l'arrêté de construction. . . . .	7
Preuve d'un arrêté de construction. . . . .	8
<b>PERMIS</b>	
Demande de permis de construction. . . . .	9
Permis de construction nécessaire en cas d'un changement d'usage du bâtiment. . . . .	10
Affichage du permis de construction. . . . .	11
Demande de permis de démolition. . . . .	12

**CHIEF BUILDING INSPECTORS**

Chief Building Inspector – local governments. . . . .	.13
Repealed. . . . .	.14
Provincial Chief Building Inspector. . . . .	.15

**INSPECTIONS**

Building inspectors. . . . .	.16
Notice of readiness for inspection. . . . .	.17
Duty to produce certificate of appointment on request. . . . .	.18
Inspections. . . . .	.19
Removal of documents. . . . .	.20
Demand. . . . .	.21
Entry warrant. . . . .	.22
Entry of private dwelling. . . . .	.23
Obstruction. . . . .	.24

**ORDERS**

Order not to cover construction work. . . . .	.25
Order to uncover construction work. . . . .	.26
Other orders re construction work. . . . .	.27
Order re dangerous premises. . . . .	.28
Emergency order. . . . .	.29
Service of order. . . . .	.30
Content of order. . . . .	.31
Effect of order. . . . .	.32
Expense of carrying out order. . . . .	.33

**ENFORCEMENT**

Tenants of building affected by order. . . . .	.34
Enforcement of orders by a local government or commission. . . . .	.35
Enforcement of emergency order by a local government or commission. . . . .	.36

Proceedings to prohibit continuation or repetition of contravention. . . . .	.37
--	-----

**REVIEWS AND APPEALS**

Person directly affected by order or decision of building inspector. . . . .	.38
Request for review of order or decision. . . . .	.39
Review by Chief Building Inspector. . . . .	.40
Review by Provincial Chief Building Inspector. . . . .	.41
Appeal. . . . .	.42
Establishment of Appeal Board. . . . .	.43
Chair. . . . .	.44
Term of office and revocation of appointments. . . . .	.45
Quorum. . . . .	.46
Remuneration. . . . .	.47
Reimbursement of expenses. . . . .	.48

**OFFENCES AND PENALTIES**

Offences and penalties. . . . .	.49
Continuing offence. . . . .	.50
Limitation period. . . . .	.51
Laying of information. . . . .	.52

**GENERAL PROVISIONS AND REGULATIONS**

Report required for demolition work. . . . .	.53
Commencement of action, proceeding or prosecution. . . . .	.54
Agreement re commencement of action, proceeding or prosecution. . . . .	.55
Repository of decisions. . . . .	.56
Service of orders and demands. . . . .	.57
Proof of service. . . . .	.58
Immunity. . . . .	.59
Administration. . . . .	.60
Regulations. . . . .	.61
Fees to be paid to appropriate commission. . . . .	.62

**INSPECTEURS EN CHEF DES CONSTRUCTIONS**

Inspecteur en chef des constructions pour les gouvernements locaux. . . . .	.13
Abrogé. . . . .	.14
Inspecteur en chef provincial des constructions. . . . .	.15

**INSPECTIONS**

Inspecteur des constructions. . . . .	.16
Avis de mise en état d'inspection. . . . .	.17
Obligation de produire sur demande l'attestation de nomination. . . . .	.18
Inspections. . . . .	.19
Retrait de documents. . . . .	.20
Sommation. . . . .	.21
Mandat d'entrée. . . . .	.22
Entrée dans un logement privé. . . . .	.23
Entrave aux inspecteurs. . . . .	.24

**ORDRES**

Ordre de ne pas recouvrir les travaux de construction. . . . .	.25
Ordre de découvrir les travaux de construction. . . . .	.26
Autres ordres relatifs aux travaux de construction. . . . .	.27
Ordre concernant un lieu dangereux. . . . .	.28
Ordre de mesures d'urgence. . . . .	.29
Signification d'un ordre. . . . .	.30
Teneur de l'ordre. . . . .	.31
Effet de l'ordre. . . . .	.32
Frais entraînés par l'exécution de l'ordre. . . . .	.33

**EXÉCUTION**

Occupants d'un bâtiment visé par un ordre. . . . .	.34
Exécution d'un ordre assurée par un gouvernement local ou une commission. . . . .	.35
Exécution d'un ordre de mesures d'urgence assurée par un gouvernement local ou une commission. . . . .	.36
Instance visant à interdire la continuation ou la répétition d'une contravention. . . . .	.37

**RÉVISIONS ET APPELS**

Personne directement touchée par l'ordre ou la décision de l'inspecteur des constructions. . . . .	.38
Demande de révision de l'ordre ou de la décision. . . . .	.39
Révision par l'inspecteur en chef des constructions. . . . .	.40
Révision par l'inspecteur en chef provincial des constructions. . . . .	.41
Appels. . . . .	.42
Constitution de la Commission d'appel. . . . .	.43
Président. . . . .	.44
Mandat et révocation de nomination. . . . .	.45
Quorum. . . . .	.46
Rémunération. . . . .	.47
Remboursement des frais. . . . .	.48

**INFRACTIONS ET PEINES**

Infractions et peines. . . . .	.49
Infraction continue. . . . .	.50
Délais de prescription. . . . .	.51
Dénonciation. . . . .	.52

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET RÈGLEMENTS**

Rapport exigé pour les travaux de démolition. . . . .	.53
Introduction d'une action, d'une instance ou d'une poursuite. . . . .	.54
Entente concernant l'introduction d'une action, d'une instance ou d'une poursuite. . . . .	.55
Établissement d'un répertoire des décisions. . . . .	.56
Signification d'un ordre ou d'une sommation. . . . .	.57
Preuve de signification. . . . .	.58
Immunité. . . . .	.59
Application de la Loi. . . . .	.60
Pouvoir de réglementation. . . . .	.61
Droits de permis payés à la commission pertinente. . . . .	.62

**TRANSITIONAL PROVISIONS AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS**

Building by-laws enacted under section 62 of the *Community Planning Act*. . . . .63

Permits under the *Community Planning Act*. . . . .64

Appeals under section 120 of the *Community Planning Act*. . . .65

Applications under section 135 of the *Community Planning Act*. . .66

Applications under section 136 of the *Community Planning Act*. . .67

Amendments to *Community Planning Act*. . . . .68

Amendments to *Metric Conversion Act*. . . . .69

Repealed. . . . .70

Amendment to *Workers' Compensation Act*. . . . .71

**REPEAL AND COMMENCEMENT**

Repeal of New Brunswick Regulation 90-128 under the *Metric Conversion Act*. . . . .72

Commencement. . . . .73

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIONS CORRÉLATIVES**

Arrêtés de construction pris en vertu de l'article 62 de la *Loi sur l'urbanisme*. . . . .63

Permis délivrés en vertu de la *Loi sur l'urbanisme*. . . . .64

Appels interjetés en vertu de l'article 120 de la *Loi sur l'urbanisme* 65

Demandes présentées en vertu de l'article 135 de la *Loi sur l'urbanisme*. . . . .66

Demandes présentées en vertu de l'article 136 de la *Loi sur l'urbanisme*. . . . .67

Modifications à la *Loi sur l'urbanisme*. . . . .68

Modification de la *Loi sur la conversion au système métrique*. . .69

Abrogé. . . . .70

Modification de la *Loi sur les accidents du travail*. . . . .71

**ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

Abrogation du Règlement du Nouveau-Brunswick 90-128 pris en vertu de la *Loi sur la conversion au système métrique*. . . . .72

Entrée en vigueur. . . . .73

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

## DEFINITIONS AND INTERPRETATION

### Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

“Appeal Board” means the Building Code Appeal Board established under section 43. (*Commission d’appel*)

“building” means a building as defined in the Code. (*bâtiment*)

“building inspector” means

(a) a person who has the primary responsibility to the commission for the enforcement of local government by-laws or other provincial laws with respect to building and construction within the region, and

(b) a person appointed under subsection 71(2) of the *Local Governance Act*. (*inspecteur des constructions*)

“Chief Building Inspector” means a Chief Building Inspector appointed by a council under subsection 71(2) of the *Local Governance Act*. (*inspecteur en chef des constructions*)

“Code” means the National Building Code adopted by reference in the regulations. (*Code*)

“commission” means a regional service commission established under the *Regional Service Delivery Act*. (*commission*)

“construct” means to do anything in the erection, installation, extension or material alteration or repair of a building and includes the installation of a building unit fabricated or moved from elsewhere. (*construire*)

“council” means a council as defined in subsection 1(1) of the *Local Governance Act*. (*conseil*)

“court” means The Court of Queen’s Bench of New Brunswick, and includes any judge of that court. (*cour*)

“demolish” means to do anything in the removal of a building or any material part of a building. (*démolir*)

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, édicte :

## DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

### Définitions

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

« bâtiment » Bâtiment selon la définition que donne de ce terme le Code. (*building*)

« Code » Code national du bâtiment du Canada adopté par renvoi réglementaire. (*Code*)

« commission » S’entend d’une commission de services régionaux constituée en vertu de la *Loi sur la prestation de services régionaux*. (*commission*)

« Commission d’appel » La Commission d’appel du Code du bâtiment constituée en vertu de l’article 43. (*Appeal Board*)

« communauté rurale » Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

« conseil » S’entend selon la définition que donne de ce terme le paragraphe 1(1) de la *Loi sur la gouvernance locale*. (*council*)

« conseil d’une communauté rurale » Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

« conseil d’une municipalité » Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

« construire » Fait d’exercer une activité reliée à l’édification, à la mise en place, à l’agrandissement, à la transformation ou à la réparation importante d’un bâtiment, y compris la mise en place d’une pièce de construction fabriquée ailleurs ou transportée d’un autre lieu. (*construct*)

« cour » La Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, et s’entend également d’un juge de cette cour. (*court*)

« démolir » Fait d’exercer une activité reliée à l’enlèvement de l’intégralité ou d’une partie importante d’un bâtiment. (*demolish*)

“emergency” includes a situation in which there is imminent danger to public safety or of serious harm to a building. (*situation d’urgence*)

“local government” means a local government as defined in subsection 1(1) of the *Local Governance Act*. (*gouvernement local*)

“local service district” means a local service district as defined in subsection 1(1) of the *Local Governance Act*. (*district de services locaux*)

“Minister” means the Minister of Public Safety and includes any person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf. (*ministre*)

“Municipal Chief Building Inspector” Repealed: 2017, c.20, s.115

“municipal council” Repealed: 2017, c.20, s.115

“municipality” Repealed: 2017, c.20, s.115

“owner” means a person who holds title to real property and includes any person who has entered into an agreement to purchase the real property. (*propriétaire*)

“professional” means an engineer, architect or geoscientist authorized to practise in the Province and includes any person authorized to practise in the Province a profession prescribed by regulation. (*professionnel*)

“Provincial Chief Building Inspector” means the Provincial Chief Building Inspector appointed under section 15 and includes any person designated by the Provincial Chief Building Inspector to act on his or her behalf. (*inspecteur en chef provincial des constructions*)

“rural community” Repealed: 2017, c.20, s.115

“Rural Community Chief Building Inspector” Repealed: 2017, c.20, s.115

“rural community council” Repealed: 2017, c.20, s.115

“unincorporated area” Repealed: 2017, c.20, s.115; 2012, c.44, s.13; 2016, c.37, s.118; 2017, c.20, s.115; 2019, c.2, s.95

« district de services locaux » S’entend selon la définition que donne de ce terme le paragraphe 1(1) de la *Loi sur la gouvernance locale*. (*local service district*)

« gouvernement local » S’entend selon la définition que donne de ce terme le paragraphe 1(1) de la *Loi sur la gouvernance locale*. (*local government*)

« inspecteur des constructions » S’entend :

a) de la personne dont la responsabilité principale envers la commission consiste à appliquer les arrêtés des gouvernements locaux et les autres lois de la province concernant les bâtiments et les travaux de construction dans la région;

b) de la personne nommée à ce titre en vertu du paragraphe 71(2) de la *Loi sur la gouvernance locale*. (*building inspector*)

« inspecteur en chef des constructions » S’entend de celui que nomme le conseil d’un gouvernement local en vertu du paragraphe 71(2) de la *Loi sur la gouvernance locale*. (*Chief Building Inspector*)

« inspecteur en chef des constructions de la communauté rurale » Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

« inspecteur en chef municipal des constructions » Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

« inspecteur en chef provincial des constructions » Inspecteur en chef provincial des constructions nommé en vertu de l’article 15 et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter. (*Provincial Chief Building Inspector*)

« ministre » Le ministre de la Sécurité publique et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter. (*Minister*)

« municipalité » Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

« professionnel » Personne autorisée à exercer dans la province la profession d’ingénieur, d’architecte ou de géoscientifique et comprend toute personne autorisée à exercer dans la province toute profession prescrite par règlement. (*professionnal*)

« propriétaire » Titulaire du titre des biens réels et s’entend également de toute personne qui a conclu une convention d’achat relative aux biens réels. (*owner*)

« secteur non constitué en municipalité ou en communauté rurale » Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

« situation d'urgence » S'entend notamment d'une situation où un danger imminent menace la sécurité publique ou lorsqu'un bâtiment risque de façon imminente de subir un préjudice grave. (*emergency*)

2012, ch. 44, art. 13; 2016, ch. 37, art. 118; 2017, ch. 20, art. 115; 2019, ch. 2, art. 95

### Application

2(1) Subject to subsection (2), this Act applies to the design, construction and demolition of buildings in the Province.

2(2) This Act or the regulations under this Act, or a provision of this Act or the regulations do not apply to any building or class of building exempted by the regulations from the application of this Act or the regulations under this Act, or a provision of this Act or the regulations.

### Act binds Crown

3 This Act binds the Crown.

### Prohibition

4(1) No person shall construct a building in the Province unless

- (a) a building permit has been issued, and
- (b) the construction work conforms
  - (i) with the Code,
  - (ii) with the standards prescribed by a building by-law or regulation, and
  - (iii) with the terms and conditions of the building permit.

4(2) No person shall demolish a building in the Province unless

- (a) a demolition permit has been issued, if a demolition permit is required, and
- (b) the demolition work conforms
  - (i) with the Code,

### Champ d'application

2(1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi s'applique à la conception, à la construction et à la démolition de bâtiments dans la province.

2(2) La présente loi ou ses règlements ou l'une de leurs dispositions ne s'appliquent pas à un bâtiment ou à une catégorie de bâtiments exempté par règlement de l'application de la présente loi ou de ses règlements d'application ou de l'une de leurs dispositions.

### Obligation de la Couronne

3 La présente loi lie la Couronne.

### Interdiction

4(1) Il est interdit de construire un bâtiment dans la province, sauf si :

- a) un permis de construction a été délivré;
- b) les travaux de construction sont conformes :
  - (i) au Code,
  - (ii) aux normes prescrites par arrêté de construction ou par règlement,
  - (iii) aux modalités et aux conditions du permis de construction.

4(2) Il est interdit de démolir un bâtiment dans la province, sauf si :

- a) un permis de démolition a été délivré, dans le cas où sa délivrance est nécessaire;
- b) les travaux de démolition sont conformes :
  - (i) au Code,

(ii) with the standards prescribed by a building by-law or regulation, and

(iii) with the terms and conditions of the demolition permit, if a demolition permit has been issued.

### Conflict

**5** If a conflict exists between a provision of this Act or any regulation made under this Act, and a provision under another Act or any regulation under that Act or a by-law enacted by a council, the provision under this Act or the regulation made under this Act prevails.

2017, c.20, s.115

## BUILDING BY-LAWS

### Building by-law

**6(1)** A council shall, by building by-law,

(a) prescribe a system of permits for construction work,

(b) prescribe the terms and conditions for the issuance of a permit,

(c) prescribe the terms and conditions of a permit,

(d) prescribe the grounds on which a building inspector may refuse to issue a permit,

(e) prescribe the grounds on which a building inspector may suspend, revoke or reinstate a permit,

(f) provide for the form and manner in which applications for the issuance of a permit may be made and the content of the applications,

(g) prescribe the fees for the issuance of a permit, and

(h) provide for the circumstances in which the fees paid for a permit may be refunded.

**6(2)** A council may, by building by-law,

(a) exempt the local government from conducting inspections for the purposes of ensuring compliance with the parts of the Code that are prescribed by regulation,

(ii) aux normes prescrites par arrêté de construction ou par règlement,

(iii) aux modalités et aux conditions de tout permis de démolition, dans le cas où il a été délivré.

### Incompatibilité

**5** Les dispositions de la présente loi et de ses règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi et de tout règlement pris sous son régime ainsi que de tout arrêté que prend un conseil.

2017, ch. 20, art. 115

## ARRÊTÉS DE CONSTRUCTION

### Arrêtés de construction

**6(1)** Par arrêté de construction, le conseil :

a) instaure un système de permis pour les travaux de construction;

b) arrête les modalités et les conditions de délivrance des permis;

c) arrête les modalités et les conditions des permis;

d) énonce les motifs pour lesquels l'inspecteur des constructions peut refuser de délivrer un permis;

e) énonce les motifs pour lesquels l'inspecteur des constructions peut suspendre, révoquer ou rétablir un permis;

f) prévoit la forme, la teneur des demandes de permis et leur mode de présentation;

g) fixe les droits à payer pour la délivrance d'un permis;

h) prévoit les situations dans lesquelles les droits payés pour un permis peuvent être remboursés.

**6(2)** Un conseil peut, par arrêté de construction :

a) exempter le gouvernement local de l'obligation de procéder à des inspections afin d'assurer le respect des parties du Code prescrites par règlement;

- (b) prescribe surcharges for the issuance of a building permit when the local government chooses to pay the amount under subsection 9(2),
- (c) prescribe the stages of construction for which an inspection is required for different classes of buildings in addition to those set out in the regulations,
- (d) provide for the notice that shall be given for an additional inspection set out in the building by-law, the content of the notice, the form and manner in which the notice shall be given and the period within which the inspection shall be carried out after receipt of the notice,
- (e) provide for inspections of demolition work,
- (f) provide for the issuance of demolition permits,
- (g) prescribe the terms and conditions for the issuance of a demolition permit,
- (h) prescribe the terms and conditions of a demolition permit,
- (i) prescribe the grounds on which a building inspector may refuse to issue a demolition permit,
- (j) prescribe the grounds on which a building inspector may suspend, revoke or reinstate a demolition permit,
- (k) provide for the form and manner in which applications for the issuance of a demolition permit may be made and the content of the applications,
- (l) prescribe the fees for the issuance of a demolition permit,
- (m) provide for the circumstances in which the fees paid for a demolition permit may be refunded,
- (n) prescribe the deposit for the issuance of a demolition permit,
- (o) provide for the circumstances in which a deposit is or is not payable for the issuance of a building permit and the amount of the deposit,
- b) fixer les frais supplémentaires à payer pour la délivrance d'un permis de construction quand le gouvernement local choisit de payer le montant visé au paragraphe 9(2);
- c) établir les étapes des travaux de construction nécessitant une inspection pour chaque catégorie de bâtiments, en plus des étapes réglementaires;
- d) prévoir les avis à donner pour les inspections supplémentaires y prévues, la forme et la teneur des avis, leur mode de communication et le délai dans lequel l'inspection est effectuée après réception de l'avis;
- e) prévoir l'inspection des travaux de démolition;
- f) prévoir la délivrance des permis de démolition;
- g) arrêter les modalités et les conditions de délivrance d'un permis de démolition;
- h) arrêter les modalités et les conditions d'un permis de démolition;
- i) énoncer les motifs pour lesquels l'inspecteur des constructions peut refuser de délivrer un permis de démolition;
- j) énoncer les motifs pour lesquels l'inspecteur des constructions peut suspendre, révoquer ou rétablir un permis de démolition;
- k) prévoir la forme et la teneur des demandes de permis de démolition et leur mode de présentation;
- l) fixer les droits à payer pour la délivrance d'un permis de démolition;
- m) prévoir les situations dans lesquelles les droits payés pour un permis de démolition peuvent être remboursés;
- n) fixer le dépôt à payer pour la délivrance d'un permis de démolition;
- o) prescrire les circonstances dans lesquelles un dépôt est ou n'est pas exigible pour la délivrance d'un permis de construction et fixer le montant du dépôt;



(p) prescribe standards for construction and demolition work

(i) that relate to matters not provided for in the Code, or

(ii) that are more stringent than the technical requirements set out in the Code,

(q) prescribe the duties of building inspectors in addition to those duties set out in this Act and the regulations,

(r) prescribe the services for which a building inspector may charge fees, the amount of the fees and the persons to whom the fees may be charged,

(s) prescribe the duties and powers of the Chief Building Inspector in addition to the duties and powers set out in this Act,

(t) prescribe the responsibilities and obligations of the local government with respect to construction or demolition work in addition to the responsibilities and obligations set out in the regulations, or

(u) prescribe the responsibilities and obligations of owners, contractors, subcontractors and professionals with respect to construction or demolition work in addition to the responsibilities and obligations set out in the regulations.

2017, c.20, s.115

### Enactment procedure for building by-law

7 Section 15 of the *Local Governance Act* applies to the enactment of a building by-law.

2017, c.20, s.115

### Proof of building by-law

8(1) Despite the *Evidence Act*, proof of a building by-law may be given in proceedings in any court of competent jurisdiction or before the Appeal Board by an affidavit of the clerk of a local government that states

(a) that he or she has compared the copy of the by-law attached to the affidavit with the original by-law and confirms that it is a true copy of the by-law,

p) établir les normes applicables aux travaux de construction et de démolition :

(i) ou bien qui visent des questions que le Code ne prévoit pas,

(ii) ou bien qui sont plus rigoureuses que les exigences techniques que prévoit le Code;

q) préciser les fonctions des inspecteurs des constructions, en plus de celles que prévoient la présente loi et ses règlements;

r) préciser les services pour lesquels l'inspecteur des constructions peut demander des honoraires, fixer le montant de ces honoraires et préciser à qui ils peuvent être demandés;

s) prévoir les attributions de l'inspecteur en chef des constructions, en plus de celles que prévoit la présente loi;

t) déterminer les responsabilités et les obligations d'un gouvernement local relativement aux travaux de construction ou de démolition, en plus des responsabilités et des obligations réglementaires;

u) déterminer les responsabilités et les obligations du propriétaire, de l'entrepreneur, du sous-entrepreneur et du professionnel relativement aux travaux de construction ou de démolition, en plus des responsabilités et des obligations réglementaires.

2017, ch. 20, art. 115

### Procédure d'adoption de l'arrêté de construction

7 Les dispositions de l'article 15 de la *Loi sur la gouvernance locale* s'appliquent à l'adoption de tout arrêté de construction.

2017, ch. 20, art. 115

### Preuve d'un arrêté de construction

8(1) Malgré la *Loi sur la preuve*, la preuve d'un arrêté de construction peut être produite dans une instance introduite devant tout tribunal compétent ou devant la Commission d'appel par l'affidavit du greffier du gouvernement local :

a) déclarant qu'il a comparé la copie de l'arrêté annexée à l'affidavit avec l'arrêté original et qu'il la certifie conforme à celui-ci;

(b) that the requirements of the *Local Governance Act* with respect to the enactment of the by-law have been satisfied, and

(c) the date on which the by-law was enacted as shown by the original record of the by-law.

**8(2)** An affidavit purporting to be signed by the clerk of a local government is, without proof of the clerk's appointment, authority or signature, admissible in evidence and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts stated in the affidavit.

2017, c.20, s.115

### PERMITS

#### Application for building permit

**9(1)** A building inspector shall issue a building permit if the following conditions are fulfilled:

(a) the owner or a person acting on behalf of the owner makes an application in accordance with a building by-law or the regulations;

(b) the development officer has approved the construction work under subsection 108(1) of the *Community Planning Act*;

(c) the owner or a person acting on behalf of the owner pays the fees prescribed by a building by-law or regulation;

(d) the owner or a person acting on behalf of the owner pays the surcharge prescribed by regulation or, if a building by-law prescribes a surcharge, the surcharge prescribed by building by-law; and

(e) the owner or a person acting on behalf of the owner pays the deposit, if any, prescribed by a building by-law or regulation.

**9(2)** A local government that has a Chief Building Inspector may, on an annual basis, pay the amount prescribed by regulation to the Minister of Finance and Treasury Board and, if the local government chooses to pay the amount, the residents of that local government shall be exempt from the requirement to pay the surcharge prescribed by regulation for the issuance of a building permit, but if the building by-law prescribes a surcharge,

b) affirmant qu'ont été remplies les conditions imposées par la *Loi sur la gouvernance locale* relativement à la prise de l'arrêté;

c) indiquant la date d'adoption de l'arrêté indiquée sur le document d'origine.

**8(2)** L'affidavit présenté comme étant signé par le greffier du gouvernement local est admissible en preuve et, sauf preuve contraire, fait foi des faits qui y sont relatés sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs de son signataire.

2017, ch. 20, art. 115

### PERMIS

#### Demande de permis de construction

**9(1)** L'inspecteur des constructions délivre un permis de construction lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le propriétaire ou la personne qui agit pour le compte du propriétaire présente une demande conformément à l'arrêté de construction ou aux règlements;

b) l'agent d'aménagement a approuvé les travaux de construction en vertu du paragraphe 108(1) de la *Loi sur l'urbanisme*;

c) le propriétaire ou la personne qui agit pour le compte du propriétaire paie les droits fixés par l'arrêté de construction ou les droits réglementaires;

d) le propriétaire ou la personne qui agit pour le compte du propriétaire paie les frais supplémentaires réglementaires ou les frais supplémentaires, s'il en est, que prescrit l'arrêté de construction;

e) le propriétaire ou la personne qui agit pour le compte du propriétaire paie le dépôt, s'il en est, prescrit par l'arrêté de construction ou le dépôt réglementaire.

**9(2)** Le gouvernement local qui a un inspecteur en chef des constructions peut payer annuellement au ministre des Finances et du Conseil du Trésor la somme réglementaire et, dans ce cas, les résidents de ce gouvernement local sont exemptés de payer les frais supplémentaires réglementaires exigés pour la délivrance d'un permis de construction, mais sont tenus de payer les

the residents shall pay the surcharge prescribed by the building by-law.

2017, c.20, s.115; 2019, c.29, s.96

### **Building permit required for change of use of building**

**10** Even though no construction work is proposed, no person shall change the use of a building or part of a building with respect to the occupancy classifications of the Code or permit the use to be changed unless a building permit has been issued.

### **Posting of building permit**

**11** The owner or a person acting on behalf of the owner shall post the building permit or a copy of the building permit in a prominent place on the premises in respect of which the building permit was issued.

### **Application for demolition permit**

**12** A building inspector shall issue a demolition permit if the owner or a person acting on behalf of the owner

- (a) makes an application in accordance with a building by-law or the regulations,
- (b) pays the fees prescribed by a building by-law or regulation, and
- (c) pays the deposit prescribed by a building by-law or regulation.

## **CHIEF BUILDING INSPECTORS**

### **Chief Building Inspector – local governments**

2017, c.20, s.115

**13(1)** If a local government has three or more building inspectors, the council may appoint one of the building inspectors as the Chief Building Inspector who shall, for the purpose of carrying out the provisions of this Act and the regulations, perform the duties and powers set out in the building by-law of that local government and this Act.

**13(2)** The Chief Building Inspector has all the duties and powers of a building inspector as set out in the building by-law, this Act and the regulations.

2017, c.20, s.115

frais supplémentaires prescrits par l'arrêté de construction, le cas échéant.

2017, ch. 20, art. 115; 2019, ch. 29, art. 96

### **Permis de construction nécessaire en cas d'un changement d'usage du bâtiment**

**10** Même si des travaux de construction ne sont pas prévus, il est interdit de changer l'usage de tout ou partie d'un bâtiment par rapport aux classifications d'occupation du Code, ni de permettre un tel changement d'usage, à moins qu'un permis de construction n'ait été délivré à cette fin.

### **Affichage du permis de construction**

**11** Le propriétaire ou la personne qui agit pour le compte du propriétaire place le permis de construction ou sa copie dans un endroit bien en vue sur les lieux à l'égard desquels le permis a été délivré.

### **Demande de permis de démolition**

**12** L'inspecteur des constructions délivre un permis de démolition lorsque le propriétaire ou la personne qui agit pour le compte du propriétaire :

- a) présente une demande conformément à l'arrêté de construction ou aux règlements;
- b) paie les droits prescrits par arrêté de construction ou les droits réglementaires;
- c) paie le dépôt prescrit par l'arrêté de construction ou le dépôt réglementaire.

## **INSPECTEURS EN CHEF DES CONSTRUCTIONS**

### **Inspecteur en chef des constructions pour les gouvernements locaux**

2017, ch. 20, art. 115

**13(1)** Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, lorsqu'un gouvernement local compte au moins trois inspecteurs des constructions, l'un d'eux peut être nommé à titre d'inspecteur en chef des constructions par le conseil du gouvernement local pour exercer les attributions que lui confèrent son arrêté de construction et la présente loi.

**13(2)** L'inspecteur en chef des constructions peut exercer les attributions que confèrent un arrêté de cons-

truction ainsi que la présente loi et ses règlements à un inspecteur des constructions.

2017, ch. 20, art. 115

### **Rural Community Chief Building Inspector**

Repealed: 2017, c.20, s.115

2017, c.20, s.115

**14** Repealed: 2017, c.20, s.115

2017, c.20, s.115

### **Provincial Chief Building Inspector**

**15(1)** The Minister may appoint a Provincial Chief Building Inspector who shall, for the purpose of carrying out the provisions of this Act and the regulations, perform the duties and powers set out in this Act and the regulations.

**15(2)** The Provincial Chief Building Inspector has all the duties and powers of a building inspector as set out in this Act and the regulations and may designate one or more persons to act on his or her behalf.

**15(3)** The Provincial Chief Building Inspector may charge the fees prescribed by regulation to the persons prescribed by regulation for the services prescribed by regulation.

## **INSPECTIONS**

### **Building inspectors**

**16(1)** A building inspector shall possess the qualifications set out in the regulations and may only inspect the class of building for which he or she is qualified to inspect.

**16(2)** A building inspector may charge the fees prescribed by a building by-law or regulation to the persons prescribed by a building by-law or regulation for the services prescribed by a building by-law or regulation.

### **Notice of readiness for inspection**

**17(1)** The owner or a person acting on behalf of the owner shall, in accordance with a building by-law or the regulations, as the case may be, notify the building inspector that the construction work is ready for inspection

### **Inspecteur en chef des constructions de la communauté rurale**

Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

2017, ch. 20, art. 115

**14** Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

2017, ch. 20, art. 115

### **Inspecteur en chef provincial des constructions**

**15(1)** Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, le ministre peut nommer un inspecteur en chef provincial des constructions pour exercer les attributions que lui confèrent la présente loi et ses règlements.

**15(2)** L'inspecteur en chef provincial des constructions peut exercer les attributions que confèrent à l'inspecteur des constructions la présente loi et ses règlements et désigner ses représentants.

**15(3)** L'inspecteur en chef provincial des constructions peut exiger des personnes figurant sur la liste réglementaire les droits réglementaires pour les services réglementaires.

## **INSPECTIONS**

### **Inspecteur des constructions**

**16(1)** L'inspecteur des constructions possède les titres et qualités réglementaires et ne peut inspecter que la catégorie de bâtiments pour laquelle il a qualité.

**16(2)** L'inspecteur des constructions peut exiger des personnes figurant sur la liste prescrite par arrêté de construction ou sur la liste réglementaire les droits prescrits par arrêté de construction ou les droits réglementaires pour les services prescrits par arrêté de construction ou les services réglementaires.

### **Avis de mise en état d'inspection**

**17(1)** À chaque étape des travaux de construction prévue par arrêté de construction ou à chaque étape réglementaire, le propriétaire ou la personne qui agit pour le compte du propriétaire avise l'inspecteur des construc-

at each stage of construction prescribed by the building by-law or regulation.

**17(2)** After receipt of the notice, the building inspector shall carry out the inspection within the period of time prescribed by a building by-law or regulation, as the case may be.

#### **Duty to produce certificate of appointment on request**

**18(1)** A local government or commission shall issue an identification card to every building inspector appointed by the council or commission, and, when executing his or her duties or powers under a building by-law, this Act or the regulations, a building inspector shall produce the identification card on request.

**18(2)** A local government shall issue an identification card to the Chief Building Inspector appointed by the council, and, when executing his or her duties or powers under a building by-law or this Act, the Chief Building Inspector shall produce the identification card on request.

**18(3)** The Minister shall issue an identification card to the Provincial Chief Building Inspector who shall, in the execution of his or her duties or powers under this Act or the regulations, produce the identification card on request.

2017, c.20, s.115

#### **Inspections**

**19(1)** For the purpose of ensuring compliance with a building by-law, this Act or the regulations, a building inspector may, at any reasonable time,

- (a) enter any building or real property in the area for which he or she has the responsibility of conducting inspections,
- (b) require to be produced for inspection or for the purpose of obtaining copies or extracts, any documents or objects relevant to the inspection,
- (c) be accompanied and assisted by a person who has special or expert knowledge,

tions, conformément à l'arrêté ou aux règlements, selon le cas, que les travaux sont prêts pour l'inspection.

**17(2)** L'avis ayant été reçu, l'inspecteur des constructions procède à l'inspection dans le délai prévu par l'arrêté ou dans le délai réglementaire, selon le cas.

#### **Obligation de produire sur demande l'attestation de nomination**

**18(1)** Un gouvernement local ou une commission délivre à chacun des inspecteurs des constructions que nomme le conseil du gouvernement local ou la commission une carte d'identité attestant leur qualité, qu'ils produisent sur demande quand ils exercent les attributions que leur confèrent un arrêté de construction ainsi que la présente loi et ses règlements.

**18(2)** Un gouvernement local délivre à l'inspecteur en chef des constructions que nomme son conseil une carte d'identité attestant sa qualité, qu'il produit sur demande quand il exerce les attributions que lui confèrent un arrêté de construction et la présente loi.

**18(3)** Le ministre délivre à l'inspecteur en chef provincial des constructions une carte d'identité attestant sa qualité, qu'il produit sur demande quand il exerce les attributions que lui confèrent la présente loi et ses règlements.

2017, ch. 20, art. 115

#### **Inspections**

**19(1)** Afin d'assurer le respect de l'arrêté de construction, de la présente loi et de ses règlements, l'inspecteur des constructions peut, à toute heure raisonnable :

- a) pénétrer dans les bâtiments ou les biens réels situés dans son territoire de compétence;
- b) exiger la production de documents ou d'objets pertinents par rapport à l'inspection en vue de les inspecter, d'en faire des copies ou d'en établir des extraits;
- c) se faire accompagner et aider par quiconque possède des connaissances particulières ou spécialisées;

(d) conduct tests, make inquiries and take samples, measurements, photographs or video recordings that the building inspector considers necessary,

(e) require any person to take and supply at his or her expense such tests and samples as the building inspector considers necessary, and

(f) perform any other duty or power prescribed by a building by-law or regulation.

**19(2)** A building inspector may request the assistance of a peace officer for the purposes of this section.

### Removal of documents

**20(1)** For the purposes of section 19, a building inspector may remove documents from the building or real property and may make a copy or extract of them or any part of them and shall give a receipt for the documents so removed to the person who provided the building inspector with the documents.

**20(2)** When documents are removed from the building or real property, they shall be returned as soon as possible after the making of the copies or extracts.

**20(3)** A copy or extract of any document related to an inspection and purporting to be certified by a building inspector is admissible in evidence in any proceeding or prosecution as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original without proof of the appointment, authority or signature of the person purporting to have certified the copy or extract.

### Demand

**21** If a building inspector is refused admission to any building or real property referred to in paragraph 19(a), the building inspector may serve on the owner a demand stating that he or she be permitted to enter.

### Entry warrant

**22** Before or after attempting to effect entry under paragraph 19(a), a building inspector may apply for an entry warrant under the *Entry Warrants Act*.

d) effectuer des examens, prélever des échantillons, se renseigner et prendre les mesures, les photos ou les enregistrements vidéo qu'il estime nécessaires;

e) exiger de toute personne qu'elle procède à ses propres frais aux examens et qu'elle fournisse les échantillons qu'il estime nécessaires;

f) s'acquitter de toute autre attribution prescrite par arrêté de construction ou de toute autre attribution réglementaire.

**19(2)** L'inspecteur des constructions peut obtenir l'aide d'un agent de la paix pour assurer l'application du présent article.

### Retrait de documents

**20(1)** L'inspecteur des constructions peut, pour l'application de l'article 19, retirer des bâtiments ou des biens réels des documents et faire des copies ou prendre des extraits de tout ou partie de ceux-ci et en remet un récépissé à la personne dont il les a obtenus.

**20(2)** Les documents qui ont été retirés des bâtiments ou des biens réels sont remis dès que possible après que les copies ont été faites ou que les extraits ont été pris.

**20(3)** Les copies ou les extraits des documents visés par l'inspection et censés être certifiés conformes par l'inspecteur des constructions sont admissibles en preuve dans toute poursuite ou instance et font foi, sauf preuve contraire, de l'original sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs de la personne qui est censée avoir certifié les copies ou les extraits.

### Sommation

**21** L'inspecteur des constructions à qui est refusé l'accès aux bâtiments ou aux biens réels visés à l'alinéa 19a) peut signifier au propriétaire une sommation l'obligeant à lui accorder la permission d'entrer dans ces bâtiments ou ces biens réels.

### Mandat d'entrée

**22** L'inspecteur des constructions peut, avant d'avoir tenté d'entrer dans les bâtiments ou les biens réels visés à l'alinéa 19a) ou après, demander pour un mandat d'entrée conformément à la *Loi sur les mandats d'entrée*.

**Entry of private dwelling**

**23** Despite paragraph 19(a), a building inspector shall not enter an occupied part of a private dwelling except in the following circumstances:

- (a) the building inspector has the consent of the occupier;
- (b) the building inspector has obtained an entry warrant under the *Entry Warrants Act*; or
- (c) the building inspector has reasonable and probable grounds to believe that the building poses an emergency.

**Obstruction**

**24(1)** No person shall obstruct or interfere with a building inspector who is carrying out or attempting to carry out an inspection under section 19.

**24(2)** A refusal of consent to enter an occupied part of a private dwelling is not and shall not be deemed to be interfering with or obstructing a building inspector, except where an entry warrant has been obtained or the building inspector has reasonable and probable grounds to believe that the building poses an emergency.

**ORDERS****Order not to cover construction work**

**25** A building inspector may make an order prohibiting the covering or enclosing of construction work pending an inspection.

**Order to uncover construction work**

**26** The building inspector may, for the purposes of an inspection, order that the construction work be uncovered if

- (a) the construction work was covered or enclosed contrary to an order made under section 25,
- (b) a notice under section 17 was not received,
- (c) in cases where a notice required under section 17 is received, the period of time that is prescribed by a building by-law or regulation did not elapse before the work was covered or enclosed,

**Entrée dans un logement privé**

**23** Malgré l'alinéa 19a), l'inspecteur des constructions ne peut entrer dans la partie occupée d'un logement privé que dans les cas suivants :

- a) il obtient le consentement de l'occupant;
- b) il a obtenu un mandat d'entrée en vertu de la *Loi sur les mandats d'entrée*;
- c) des motifs raisonnables et probables lui permettent de croire que le bâtiment crée une situation d'urgence.

**Entrave aux inspecteurs**

**24(1)** Il est interdit d'entraver ou de gêner l'inspecteur des constructions qui effectue ou tente d'effectuer l'inspection prévue à l'article 19.

**24(2)** Le refus de permettre à un inspecteur des constructions d'entrer dans la partie occupée d'un logement privé ne constitue pas ni n'est réputé constituer une entrave ou une gêne, sauf lorsqu'un mandat d'entrée a été obtenu ou que l'inspecteur a des motifs raisonnables et probables de croire que le bâtiment crée une situation d'urgence.

**ORDRES****Ordre de ne pas recouvrir les travaux de construction**

**25** L'inspecteur des constructions peut ordonner de ne pas recouvrir ou enfermer les travaux de construction tant que l'inspection n'a pas eu lieu.

**Ordre de découvrir les travaux de construction**

**26** L'inspecteur des constructions peut ordonner de découvrir les travaux de construction aux fins d'une inspection dans les cas suivants :

- a) ils ont été recouverts ou enfermés contrairement à l'ordre donné en vertu de l'article 25;
- b) l'avis prévu à l'article 17 n'a pas été reçu;
- c) l'avis prévu à l'article 17 a été reçu, mais le délai prévu par arrêté de construction ou le délai réglementaire n'a pas expiré avant qu'ils soient recouverts ou enfermés;

(d) the work has been carried out without a building permit being issued, or

(e) the building inspector has reasonable grounds to believe that the construction work has not been constructed in compliance with a building by-law, this Act or the regulations.

#### **Other orders re construction work**

**27** If construction or demolition work is undertaken in contravention of a building by-law, this Act or the regulations, a building inspector may order

(a) cessation of the construction or demolition work,

(b) alteration of the construction or demolition work so as to remove the contravention, or

(c) the doing of anything to make the building or real property safe.

#### **Order re dangerous premises**

**28** If a building inspector is satisfied that a building is a hazard to the safety of the public by reason of dilapidation or unsoundness of structural strength, the building inspector may order the building be repaired or demolished in order to terminate the danger or that any other action the building inspector considers necessary be carried out.

#### **Emergency order**

**29(1)** If a building inspector is satisfied that the building poses an emergency, the building inspector may order that work be carried out immediately to terminate the danger giving rise to the emergency.

**29(2)** An order under this section is not subject to review under section 40 or 41.

#### **Service of order**

**30** An order made by a building inspector shall be served on the owner and, if a person applied for the building permit or demolition permit on behalf of the owner, on that person.

d) ils ont été effectués sans qu'un permis de construction n'ait été délivré;

e) il a des motifs raisonnables de croire que les travaux de construction n'ont pas été construits conformément à l'arrêté de construction ou à la présente loi ou à ses règlements.

#### **Autres ordres relatifs aux travaux de construction**

**27** L'inspecteur des constructions qui constate que des travaux de construction ou de démolition sont entrepris en contravention de l'arrêté de construction, de la présente loi ou de ses règlements peut ordonner :

a) de cesser les travaux de construction ou de démolition;

b) de modifier les travaux de construction ou de démolition pour remédier à la contravention;

c) d'effectuer tous travaux jugés nécessaires pour rendre le bâtiment ou les biens réels sécuritaires.

#### **Ordre concernant un lieu dangereux**

**28** L'inspecteur des constructions qui constate qu'un bâtiment constitue un danger qui menace la sécurité publique du fait de son état de délabrement ou de son manque de solidité peut ordonner de réparer ou de démolir le bâtiment pour écarter le danger ou prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

#### **Ordre de mesures d'urgence**

**29(1)** L'inspecteur des constructions qui constate qu'un bâtiment crée une situation d'urgence peut ordonner de procéder immédiatement aux travaux nécessaires pour écarter le danger donnant lieu à la situation d'urgence.

**29(2)** L'ordre prévu au présent article ne peut être révisé en vertu de l'article 40 ou 41.

#### **Signification d'un ordre**

**30** L'ordre que donne l'inspecteur des constructions est signifié au propriétaire. Si le permis de construction ou de démolition a été obtenu par une personne agissant pour le compte de ce dernier, l'ordre lui est aussi signifié.



**Content of order****31** An order shall

- (a) be in writing,
- (b) be signed by the building inspector,
- (c) state the grounds for requiring the action specified in the order,
- (d) state that the action specified in the order is to be taken within the period stated in the order,
- (e) state the location of the building or real property or the part of the building or real property in respect of which the order is made, and
- (f) if the order may be reviewed under section 40 or 41, indicate the period during which the order may be reviewed.

**Effect of order**

**32** When a building inspector makes an order, no person shall perform any construction or demolition work on the building or real property or the part of the building or real property in respect of which the order was made other than work that is necessary to carry out the order or make the premises safe.

**Expense of carrying out order**

**33** When a building inspector makes an order that requires construction or demolition work be carried out, the owner is responsible for paying the expenses of carrying out the construction or demolition work.

**ENFORCEMENT****Tenants of building affected by order**

**34** Every tenant of a building in respect of which an order is made by a building inspector or by the court shall, at all reasonable times, permit the owner and the employees of the owner to enter and re-enter the part of the building of which he or she is a tenant for the purpose of carrying out the specified action.

**Teneur de l'ordre****31** Tout ordre remplit les conditions suivantes :

- a) il est établi par écrit;
- b) il est signé par l'inspecteur des constructions;
- c) il énonce les motifs justifiant la prise des mesures y précisées;
- d) il indique qu'il doit être donné suite aux mesures y précisées dans les délais impartis;
- e) il indique l'emplacement du bâtiment ou des biens réels y visés et précise, au besoin, la partie du bâtiment ou des biens réels à laquelle il s'applique;
- f) s'il peut être révisé en vertu de l'article 40 ou 41, il indique le délai dans lequel il peut l'être.

**Effet de l'ordre**

**32** Lorsqu'un ordre a été donné par l'inspecteur des constructions, il est interdit d'accomplir tous travaux de construction ou de démolition dans le bâtiment ou les biens réels visés par l'ordre ou dans la partie du bâtiment ou des biens réels visés par l'ordre, sauf ceux qui s'avèrent nécessaires pour assurer son exécution ou pour rendre les lieux sécuritaires.

**Frais entraînés par l'exécution de l'ordre**

**33** Lorsqu'un ordre donné par l'inspecteur des constructions exige l'exécution de travaux de construction ou de démolition, ces travaux sont effectués aux frais du propriétaire.

**EXÉCUTION****Occupants d'un bâtiment visé par un ordre**

**34** Tout occupant d'un bâtiment visé par un ordre de l'inspecteur des constructions ou par une ordonnance de la cour permet au propriétaire et à ses employés, à toute heure raisonnable, d'entrer une ou plusieurs fois dans la partie du bâtiment qu'il occupe afin de mettre en oeuvre les mesures y précisées.

**Enforcement of orders by a local government or commission**

2017, c.20, s.115

**35(1)** If a person violates or fails to comply with an order under sections 25, 26, 27 or 28, the local government or commission may, at the expense of the owner, carry out the specified actions in the order.

**35(2)** The cost of carrying out the specified actions in the order is a debt due to the local government or commission and may be recovered in an action in the court.

**35(3)** No person shall refuse entry to or obstruct or interfere with a building inspector or a person acting on behalf of the local government or commission who is entering or attempting to enter the building or real property to which the order relates for the purposes of this section.

2017, c.20, s.115

**Enforcement of emergency order by a local government or commission**

2017, c.20, s.115

**36(1)** Before or after an order under section 29 is served, a local government or commission may, at the expense of the owner, carry out the specified actions in the order to terminate the danger giving rise to the emergency.

**36(2)** The cost of carrying out the specified actions in the order is a debt due to the local government or commission and may be recovered in an action in the court.

**36(3)** If the order under section 29 was not served before the specified actions were taken to terminate the danger, the building inspector shall serve a copy of the order as soon as possible after the actions have been taken, and the copy of the order shall have attached to it a statement by the building inspector describing the actions taken by the local government or commission and providing details of the amount expended in taking such measures.

**36(4)** If the order under section 29 was served before the specified actions were taken to terminate the danger, the building inspector shall, as soon as possible after the actions have been taken, serve a copy of the statement

**Exécution d'un ordre assurée par un gouvernement local ou une commission**

2017, ch. 20, art. 115

**35(1)** Si une personne contrevient ou omet de se conformer à l'ordre donné en vertu des articles 25, 26, 27 ou 28, un gouvernement local ou une commission peut faire mettre en oeuvre les mesures y précisées aux frais du propriétaire.

**35(2)** Les frais afférents à la mise en oeuvre des mesures précisées dans l'ordre constituent une créance du gouvernement local ou de la commission et peut être recouvrée en intentant une action devant la cour.

**35(3)** Nul ne peut empêcher l'inspecteur des constructions ou tout représentant d'un gouvernement local ou d'une commission de pénétrer dans le bâtiment ou les biens réels visés par l'ordre pour l'application du présent article ni l'entraver ou le gêner alors qu'il pénètre ou tente d'y pénétrer.

2017, ch. 20, art. 115

**Exécution d'un ordre de mesures d'urgence assurée par un gouvernement local ou une commission**

2017, ch. 20, art. 115

**36(1)** Un gouvernement local ou une commission peut, avant ou après qu'un ordre donné en vertu de l'article 29 soit signifié, mettre en oeuvre les mesures y précisées pour écarter le danger donnant lieu à la situation d'urgence aux frais du propriétaire.

**36(2)** Les frais afférents à la mise en oeuvre des mesures précisées dans l'ordre constituent une créance du gouvernement local ou de la commission et peut être recouvrée en intentant une action devant la cour.

**36(3)** Si l'ordre donné en vertu de l'article 29 n'a pas été signifié avant que des mesures soient prises pour écarter le danger, l'inspecteur des constructions procède à la signification le plus tôt possible après la prise de ces mesures et y joint une déclaration faisant état des mesures prises par le gouvernement local ou par la commission et donnant les détails des dépenses exposées à cette fin.

**36(4)** Si l'ordre donné en vertu de l'article 29 a été signifié avant la prise des mesures, l'inspecteur des constructions signifie le plus tôt possible après la prise des

mentioned in subsection (3) in the same manner as the order was served.

**36(5)** No person shall refuse entry to or obstruct or interfere with a building inspector or a person acting on behalf of the local government or commission who is entering or attempting to enter the building or real property to which the order relates for the purposes of this section.

2017, c.20, s.115

#### **Proceedings to prohibit continuation or repetition of contravention**

**37(1)** Despite any other remedy or penalty imposed under this Act, if an order made by a building inspector, a decision of the Appeal Board or any provision of a building by-law, this Act or the regulations is contravened, a local government, the Minister of Environment and Local Government or a person authorized by the local government or the Minister of Environment and Local Government may apply to the court

- (a) for an order prohibiting the continuation or repetition of the contravention,
- (b) for an order directing the removal or destruction of any building or part of a building in respect of which the contravention has taken place, and that on failure to comply with such order a person designated by the local government or the Minister of Environment and Local Government may, at the expense of the owner, remove or destroy such building or part of the building, and
- (c) for any other order as is required to enforce the order, decision or provision in respect of which the application was made and as to costs and the recovery of the expense of the removal or destruction as the court deems fit.

**37(2)** The court may grant an order under subsection (1) and may enforce the order in the same manner as any other order or judgment of the court.

2017, c.20, s.115

#### **REVIEWS AND APPEALS**

##### **Person directly affected by order or decision of building inspector**

**38** For the purposes of section 39, if a building inspector makes an order or decision, a person is directly af-

mesures copie de la déclaration visée au paragraphe (3) de la même manière que l'ordre est signifié.

**36(5)** Nul ne peut empêcher l'inspecteur des constructions ou tout représentant d'un gouvernement local ou d'une commission de pénétrer dans le bâtiment ou les biens réels visés par l'ordre pour l'application du présent article ni l'entraver ou le gêner alors qu'il pénètre ou tente d'y pénétrer.

2017, ch. 20, art. 115

#### **Instance visant à interdire la continuation ou la répétition d'une contravention**

**37(1)** Malgré les autres recours ou pénalités imposés par la présente loi, lorsqu'un ordre donné par l'inspecteur des constructions, qu'une décision rendue par la Commission d'appel ou que toute disposition d'un arrêté de construction ou de la présente loi ou de ses règlements fait l'objet d'une contravention, un gouvernement local, le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux ou la personne qu'autorise ce gouvernement ou le ministre peut demander à la cour :

- a) une ordonnance interdisant la continuation ou la répétition de la contravention;
- b) une ordonnance prescrivant l'enlèvement ou la destruction de tout ou partie du bâtiment à l'égard duquel il y a eu contravention et prescrivant que, à défaut de se conformer à cette ordonnance, une personne désignée par le gouvernement local ou le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux pourra enlever ou détruire tout ou partie de ce bâtiment aux frais du propriétaire;
- c) toute autre ordonnance jugée nécessaire pour assurer l'exécution de l'ordre, de la décision ou de la disposition objet de la présentation de la demande ainsi que l'adjudication des dépens et le recouvrement des frais d'enlèvement ou de destruction.

**37(2)** La cour peut rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1) et l'exécuter de la même manière que toute autre ordonnance ou jugement de la cour.

2017, ch. 20, art. 115

#### **RÉVISIONS ET APPELS**

##### **Personne directement touchée par l'ordre ou la décision de l'inspecteur des constructions**

**38** Pour l'application de l'article 39, si un inspecteur des constructions donne un ordre ou prend une décision,

affected by the order or decision if he or she is a party to an agreement concerning construction or demolition work that is the subject of the order or decision.

### **Request for review of order or decision**

**39** Within 10 days after receiving an order or decision of a building inspector, a person directly affected by the order or decision may request that the order or decision be reviewed

(a) if a Chief Building Inspector has been appointed for the local government, by the Chief Building Inspector, or

(b) if a Chief Building Inspector has not been appointed for the local government, by the Provincial Chief Building Inspector.

2017, c.20, s.115

### **Review by Chief Building Inspector**

2017, c.20, s.115

**40(1)** When a request for review is made under paragraph 39(a), the Chief Building Inspector may confirm, vary or revoke the order or decision of the building inspector.

**40(2)** The Chief Building Inspector shall give notice of his or her decision to the building inspector and the person who requested the review.

2017, c.20, s.115

### **Review by Provincial Chief Building Inspector**

**41(1)** When a request for review is made under paragraph 39(b), the Provincial Chief Building Inspector shall

(a) review the order or decision of the building inspector,

(b) make recommendations with respect to the order or decision of the building inspector, and

(c) provide his or her recommendations, including the reasons for the recommendations, to the building inspector and the person who requested the review.

une personne est directement touchée par cet ordre ou cette décision si elle est partie à un contrat relatif aux travaux de construction ou de démolition qui font objet de l'ordre ou de la décision.

### **Demande de révision de l'ordre ou de la décision**

**39** La personne directement touchée par l'ordre ou la décision de l'inspecteur des constructions peut demander que l'ordre ou la décision soit révisé par l'une des personnes ci-dessous dans les dix jours de sa réception :

a) l'inspecteur en chef des constructions, s'il en a été nommé un pour le gouvernement local;

b) l'inspecteur en chef provincial des constructions, si le gouvernement local n'a pas nommé d'inspecteur en chef des constructions.

2017, ch. 20, art. 115

### **Révision par l'inspecteur en chef des constructions**

2017, ch. 20, art. 115

**40(1)** S'agissant d'une demande de révision présentée en vertu de l'alinéa 39a), l'inspecteur en chef des constructions peut confirmer, modifier ou annuler l'ordre ou la décision de l'inspecteur des constructions.

**40(2)** L'inspecteur en chef des constructions informe de sa décision l'inspecteur des constructions et la personne qui a demandé la révision.

2017, ch. 20, art. 115

### **Révision par l'inspecteur en chef provincial des constructions**

**41(1)** S'agissant d'une demande de révision présentée en vertu de l'alinéa 39b), l'inspecteur en chef provincial des constructions :

a) révisé l'ordre ou la décision de l'inspecteur des constructions;

b) formule des recommandations relativement à l'ordre ou à la décision de l'inspecteur des constructions;

c) transmet toute recommandation, y compris les motifs justifiant la recommandation, à l'inspecteur des constructions et à la personne qui a demandé la révision.

**41(2)** The building inspector shall, within a reasonable time after receipt of the recommendations, confirm or vary the order or decision that is the subject of review and shall give notice of his or her decision to the person who requested the review.

### Appeal

**42(1)** The person who requested the review may, within 10 days after receiving one of the following decisions, appeal the decision by serving a notice of appeal on the Minister in accordance with the regulations:

- (a) the decision of the Chief Building Inspector under subsection 40(1); or
- (b) the decision of the building inspector under subsection 41(2).

**42(2)** The Minister shall refer an appeal to the Appeal Board who shall, in accordance with the regulations, hear the appeal.

**42(3)** The decision of the Appeal Board is final.  
2017, c.20, s.115

### Establishment of Appeal Board

**43** There is established an appeal board to be known as the Building Code Appeal Board consisting of such persons as are appointed by the Minister in accordance with the regulations.

### Chair

**44** The members of the Appeal Board who hear an appeal shall choose one among them to be the Chair.

### Term of office and revocation of appointments

**45(1)** All members of the Appeal Board shall be appointed for a term not exceeding 3 years and are eligible for reappointment.

**45(2)** Any appointment to the Appeal Board may be revoked by the Minister for cause.

**45(3)** Despite subsection (1) and subject to subsection (2), a member of the Appeal Board shall remain in office until the member resigns or is reappointed or replaced.

**41(2)** Dans un délai raisonnable après avoir reçu les recommandations, l'inspecteur des constructions confirme ou modifie l'ordre ou la décision objet de la révision et informe la personne qui a demandé la révision de sa décision.

### Appels

**42(1)** La personne qui a fait une demande de révision peut, en signifiant au ministre un avis d'appel conformément aux règlements, interjeter appel de l'une des décisions qui suivent dans les dix jours qui suivent sa réception :

- a) la décision de l'inspecteur en chef des constructions prise en vertu du paragraphe 40(1);
- b) la décision de l'inspecteur des constructions prise en vertu du paragraphe 41(2).

**42(2)** Le ministre défère tout appel à la Commission d'appel, qui l'entend conformément aux règlements.

**42(3)** La décision de la Commission d'appel est définitive.  
2017, ch. 20, art. 115

### Constitution de la Commission d'appel

**43** Est constituée la Commission d'appel du Code du bâtiment dont les membres sont nommés par le ministre conformément aux règlements.

### Président

**44** Les membres de la Commission d'appel chargés d'entendre les appels choisissent un président en leur sein.

### Mandat et révocation de nomination

**45(1)** Le mandat maximal des membres de la Commission d'appel est de trois ans et est renouvelable.

**45(2)** Le ministre peut révoquer pour motif valable toute nomination à la Commission d'appel.

**45(3)** Malgré le paragraphe (1) et sous réserve du paragraphe (2), tout membre de la Commission d'appel demeure en fonction jusqu'à ce qu'il démissionne ou soit nommé à nouveau ou remplacé.

**Quorum**

**46** Three members of the Appeal Board, one of whom is the Chair, constitute a quorum.

**Remuneration**

**47** The Lieutenant-Governor in Council shall determine the remuneration to be paid to the members of the Appeal Board.

**Reimbursement of expenses**

**48** Each member of the Appeal Board is entitled to be reimbursed for the travelling and living expenses incurred by the member in the performance of his or her duties in accordance with the *Travel Directive* of the Treasury Board.

2016, c.37, s.118

**OFFENCES AND PENALTIES****Offences and penalties**

**49(1)** A person who does any of the following commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence:

(a) knowingly makes a false or misleading statement, either orally or in writing, to any of the following persons while that person is engaged in carrying out his or her duties or powers under a building by-law, this Act or the regulations:

- (i) a building inspector;
- (ii) a Chief Building Inspector; or
- (iii) Repealed: 2017, c.20, s.115
- (iv) the Provincial Chief Building Inspector;

(b) violates or fails to comply with section 4;

(c) violates or fails to comply with section 10;

(d) violates or fails to comply with subsection 24(1);

(e) violates or fails to comply with subsection 35(3) or 36(5); or

**Quorum**

**46** Trois membres de la Commission d'appel, dont l'un est le président, constituent le quorum.

**Rémunération**

**47** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération des membres de la Commission d'appel.

**Remboursement des frais**

**48** Les membres de la Commission d'appel ont le droit de se faire rembourser les frais de déplacement et de séjour qu'ils ont engagés dans l'exécution de leurs fonctions selon le taux fixé par les *Directives de déplacement* du Conseil du Trésor.

2016, ch. 37, art. 118

**INFRACTIONS ET PEINES****Infractions et peines**

**49(1)** Commet une infraction punissable en vertu de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F quiconque :

a) fait sciemment une déclaration trompeuse ou fautive, oralement ou par écrit, à l'une des personnes ci-dessous dans l'exécution des attributions que lui confèrent un arrêté de construction ou la présente loi ou ses règlements :

- (i) l'inspecteur des constructions,
- (ii) l'inspecteur en chef des constructions;
- (iii) Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115
- (iv) l'inspecteur en chef provincial des constructions;

b) contrevient à l'article 4 ou omet de s'y conformer;

c) contrevient à l'article 10 ou omet de s'y conformer;

d) contrevient au paragraphe 24(1) ou omet de s'y conformer;

e) contrevient au paragraphe 35(3) ou 36(5) ou omet de s'y conformer;

(f) violates or fails to comply with an order made by a building inspector.

**49(2)** A person who does any of the following commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category C offence:

(a) violates or fails to comply with section 11;

(b) violates or fails to comply with section 34; or

(c) violates or fails to comply with any provision of a building by-law.

**49(3)** Subject to subsection (4), a person who violates or fails to comply with a provision of the regulations commits an offence that is punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category C offence.

**49(4)** A person who violates or fails to comply with a provision of the regulations in respect of which a category has been prescribed by regulation commits an offence of the category prescribed by regulation.

**49(5)** Despite subsection 56(6) of the *Provincial Offences Procedure Act*, the minimum fine that may be imposed under that Act in respect of an offence under subsection (1) shall be \$1,000.

2017, c.20, s.115

### Continuing offence

**50(1)** If an offence under paragraph 49(1)(b), (c), (d), (e) or (f) continues for more than one day,

(a) the minimum fine that may be imposed is the sum of

(i) \$1,000, and

(ii) the minimum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* for a category F offence multiplied by the number of days during which the offence continues after the first day, and

f) contrevient à tout ordre donné par l'inspecteur des constructions ou omet de s'y conformer.

**49(2)** Commet une infraction punissable en vertu de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe C quiconque :

a) contrevient à l'article 11 ou omet de s'y conformer;

b) contrevient à l'article 34 ou omet de s'y conformer;

c) contrevient à toute disposition d'un arrêté de construction ou omet de s'y conformer.

**49(3)** Sous réserve du paragraphe (4), commet une infraction punissable en vertu de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe C quiconque contrevient à une disposition des règlements ou omet de s'y conformer.

**49(4)** Quiconque contrevient à une disposition des règlements pour laquelle une classe est prescrite par règlement ou omet de s'y conformer commet une infraction de la classe réglementaire.

**49(5)** Malgré le paragraphe 56(6) de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*, l'amende minimale qui peut être infligée en vertu de cette loi relativement à une infraction prévue au paragraphe (1) est de 1 000 \$.

2017, ch. 20, art. 115

### Infraction continue

**50(1)** Si une infraction prévue à l'alinéa 49(1)b), c), d), e) ou f) se poursuit pendant plus d'une journée :

a) l'amende minimale qui peut être infligée est la somme des montants suivants :

(i) 1 000 \$,

(ii) l'amende minimale fixée par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* pour une infraction de la classe F, multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se poursuit après la première journée;

(b) the maximum fine that may be imposed is the maximum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* for a category F offence multiplied by the number of days during which the offence continues.

**50(2)** If an offence under subsection 49(2) or (3) continues for more than one day,

(a) the minimum fine that may be imposed is the minimum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* for a category C offence multiplied by the number of days during which the offence continues after the first day, and

(b) the maximum fine that may be imposed is the maximum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* for a category C offence multiplied by the number of days during which the offence continues.

### Limitation period

**51(1)** Subject to subsection (2), a prosecution for an offence under this Act or the regulations shall be commenced within 6 months after the date on which the offence was, or is alleged to have been, committed.

**51(2)** When a request for review is made under section 39, the time period referred to in subsection (1) shall be extended by the elapsed time between

- (a) the date of the request for review, and
- (b) the date of the review, or, if an appeal is made to the Appeal Board, the date of the final disposition of the appeal.

### Laying of information

**52** Any information alleging an offence under this Act or the regulations shall be laid in accordance with the *Provincial Offences Procedure Act* in the name of the local government or the Minister of Environment and Local Government by a person appointed by the local government or Minister of Environment and Local Government, as the case may be.

2017, c.20, s.115

b) l'amende maximale qui peut être infligée est l'amende maximale fixée par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* pour une infraction de la classe F, multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se poursuit.

**50(2)** Si une infraction prévue au paragraphe 49(2) ou (3) se poursuit pendant plus d'une journée :

a) l'amende minimale qui peut être infligée est l'amende fixée par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* pour une infraction de la classe C, multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se poursuit après la première journée;

b) l'amende maximale qui peut être infligée est l'amende maximale fixée par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* pour une infraction de la classe C, multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se poursuit.

### Délais de prescription

**51(1)** Sous réserve du paragraphe (2), toute poursuite pour une infraction à la présente loi ou à ses règlements se prescrit par six mois à compter du jour où l'infraction a été ou aurait été commise.

**51(2)** Lorsqu'une demande de révision est présentée en vertu de l'article 39, le délai imparti au paragraphe (1) est prorogé de la période de temps qui s'est écoulée entre :

- a) la date de la demande de révision;
- b) la date de la révision ou, si appel est interjeté à la Commission d'appel, la date à laquelle il a été statué définitivement sur l'appel.

### Dénonciation

**52** Le dépôt d'une dénonciation d'infraction à la présente loi ou à ses règlements se fait conformément à la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* au nom du gouvernement local ou du ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux par la personne que ce gouvernement ou le ministre aura désignée.

2017, ch. 20, art. 115



**GENERAL PROVISIONS AND REGULATIONS****Report required for demolition work**

**53** Except in the case of an emergency, a person acting on behalf of a local government or commission shall not proceed with demolition work unless the local government or commission has a report from an architect, an engineer, a building inspector or the fire marshal confirming that the building is dilapidated or structurally unsound and the report is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the building is dilapidated or structurally unsound.

2017, c.20, s.115

**Commencement of action, proceeding or prosecution**

**54** Any action, proceeding or prosecution under this Act shall be commenced in the name of the local government in which the building or real property that is the subject matter of the action, proceeding or prosecution is located, or, if the building or real property is located in a local service district, in the name of the appropriate commission.

2017, c.20, s.115

**Agreement re commencement of action, proceeding or prosecution**

**55(1)** Despite section 54, if an agreement is entered into by a local government or commission regarding the supply of building inspection services, the local government or commission may enter into an agreement with respect to determining who is responsible for commencing an action, proceeding or prosecution under this Act and the action, proceeding or prosecution shall be commenced in the name of the local government or commission.

**55(2)** When an agreement is entered into under subsection (1), the consent of the local government or commission to bring the action, proceeding or prosecution is necessary, unless the agreement otherwise provides.

2017, c.20, s.115

**Repository of decisions**

**56(1)** The Provincial Chief Building Inspector shall establish and maintain a repository of the following decisions that the Provincial Chief Building Inspector considers appropriate:

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET RÈGLEMENTS****Rapport exigé pour les travaux de démolition**

**53** Sauf lors d'une situation d'urgence, le représentant d'un gouvernement local ou d'une commission ne peut procéder à des travaux de démolition, sauf si ce dernier ou cette dernière a obtenu un rapport émanant d'un architecte, d'un ingénieur, d'un inspecteur des constructions ou du prévôt des incendies confirmant que le bâtiment est délabré ou manque de solidité et ce rapport fait foi, sauf preuve contraire, du délabrement ou du manque de solidité du bâtiment.

2017, ch. 20, art. 115

**Introduction d'une action, d'une instance ou d'une poursuite**

**54** Toute action ou instance introduite et toute poursuite engagée dans le cadre de l'application de la présente loi l'est au nom du gouvernement local dans lequel le bâtiment ou les biens réels objet du litige sont situés et, s'agissant d'un district de services locaux, au nom de la commission pertinente.

2017, ch. 20, art. 115

**Entente concernant l'introduction d'une action, d'une instance ou d'une poursuite**

**55(1)** Par dérogation à l'article 54, lorsqu'un gouvernement local ou une commission a conclu une entente pour fournir un service d'inspections des bâtiments, le gouvernement local ou la commission peut conclure une entente pour désigner qui introduira l'action, l'instance ou la poursuite dans le cadre de l'application de la présente loi et l'action, l'instance ou la poursuite est introduite au nom de gouvernement local ou de cette commission.

**55(2)** Lorsqu'une entente est conclue en vertu du paragraphe (1), le consentement du gouvernement local ou de la commission est nécessaire dans chaque cas, sauf entente contraire, pour introduire l'action, l'instance ou la poursuite.

2017, ch. 20, art. 115

**Établissement d'un répertoire des décisions**

**56(1)** L'inspecteur en chef provincial des constructions établit et tient un répertoire des décisions qui contient les décisions qu'il estime appropriées prises :

- (a) decisions of Chief Building Inspectors made under subsection 40(1); and
- (b) decisions of the Appeal Board.

**56(2)** The Provincial Chief Building Inspector shall make the repository of decisions available to the public on the Internet.

2017, c.20, s.115

### Service of orders and demands

**57(1)** An order or demand that is to be served on a person under this Act shall be sufficiently served

- (a) if it is served by personal service and
  - (i) if the person is an individual, by personal delivery on the individual, or
  - (ii) if the person is a corporation, by personal delivery on an officer, director or agent of the corporation or on a manager or person who appears to be in control of any office or other place of business where the corporation carries on business in the Province,
- (b) if it is mailed by ordinary mail to the latest known address of the person,
- (c) if it is served by prepaid courier to the latest known address of the person,
- (d) if it is posted for 3 consecutive days in a prominent place on the premises in respect of which the building or demolition permit was issued, or
- (e) if a notice stating that an order or demand has been issued is published at least twice in one or more newspapers published in the county in which the building or real property to which the order or demand relates is situated or in a newspaper published in the Province and having general circulation in that county.

**57(2)** Service by ordinary mail shall be deemed to be effected 5 days after the date of mailing.

**57(3)** Service by prepaid courier shall be deemed to have been effected on the date the sender receives the Acknowledgment of Receipt Card bearing a signature

- a) par l'inspecteur en chef des constructions en vertu du paragraphe 40(1);
- b) par la Commission d'appel.

**56(2)** L'inspecteur en chef provincial des constructions rend le répertoire des décisions accessible au public sur Internet.

2017, ch. 20, art. 115

### Signification d'un ordre ou d'une sommation

**57(1)** Un ordre ou une sommation qui doit être signifié à une personne en vertu de la présente loi est suffisant :

- a) s'il est remis en main propre :
  - (i) s'agissant d'une personne physique, à celle-ci,
  - (ii) s'agissant d'une personne morale, à tout dirigeant, administrateur ou mandataire de celle-ci ou à tout gestionnaire ou à toute personne qui paraît être responsable d'un bureau ou autre établissement de la personne morale dans la province;
- b) s'il est envoyé par courrier ordinaire à la dernière adresse connue de cette personne;
- c) s'il est signifié par messageries affranchies à la dernière adresse connue de cette personne;
- d) s'il est affiché dans un endroit bien en vue sur les lieux à l'égard desquels un permis de construction ou de démolition a été délivré pendant trois jours consécutifs;
- e) si un avis indiquant qu'un ordre ou une sommation a été délivré paraît au moins deux fois dans un ou plusieurs journaux publiés dans le comté où se trouve le bâtiment ou les biens réels visés par l'ordre ou la sommation ou dans un journal publié dans la province et ayant diffusion générale dans ce comté.

**57(2)** La signification par courrier ordinaire est réputée être effectuée le cinquième jour après la date de sa mise à la poste.

**57(3)** La signification par messageries affranchies est réputée être effectuée le jour où l'expéditeur reçoit la carte d'accusé de réception portant une signature censée

that purports to be the signature of the person to whom the order or demand was sent or receives confirmation in writing from the carrier that the order or demand was delivered to the person to whom the order or demand was sent.

### Proof of service

**58(1)** Proof of the service of an order or demand in any manner provided for in section 57 may be by a certificate or an affidavit purporting to be signed by the building inspector or the carrier who effects service under paragraph 57(1)(c), naming the person to whom the order or demand was given and specifying the time, place and manner in which the order or demand was given.

**58(2)** A document purporting to be a certificate under subsection (1) shall be

- (a) admissible in evidence without proof of signature, and
- (b) conclusive proof that the person named in the certificate is aware of the matters referred to in the certificate.

**58(3)** In any prosecution for a contravention of this Act or the regulations where proof of the service is made as set out in subsection (1), the burden of proving that one is not the person named in the certificate or affidavit shall be on the person charged.

**58(4)** An order or demand that has been served in accordance with section 57 and purports to be signed by a building inspector shall be

- (a) received in evidence by any court of competent jurisdiction or the Appeal Board without proof of the signature,
- (b) proof in the absence of evidence to the contrary of the facts stated in the order or demand, and
- (c) in a prosecution for a contravention of this Act or the regulations, proof in the absence of evidence to the contrary that the person named in the order or demand is the owner.

### Immunity

**59** No action lies for damages or otherwise against any of the following persons or entities in relation to anything done or purported to be done in good faith, or in

être celle du destinataire ou lorsqu'il reçoit une confirmation écrite du porteur attestant que l'ordre ou la sommation a été remis au destinataire.

### Preuve de signification

**58(1)** La preuve de la signification d'un ordre ou d'une sommation par l'un des modes prévus à l'article 57 peut être faite au moyen d'un certificat ou d'un affidavit censé être signé par l'inspecteur des constructions ou par le porteur qui a effectué la signification en vertu de l'alinéa 57(1)c), et indiquant le nom de l'intéressé, ainsi que les heures, date, lieu et mode de la remise.

**58(2)** Le document censé être un certificat en vertu du paragraphe (1) :

- a) est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature;
- b) constitue une preuve concluante que la personne nommée dans le certificat a pris connaissance des faits qui y sont mentionnés.

**58(3)** Dans toute poursuite pour infraction à la présente loi ou à ses règlements, lorsque la preuve de la signification est faite conformément au paragraphe (1), il incombe à l'accusé de prouver qu'il n'est pas la personne nommée dans le certificat ou dans l'affidavit.

**58(4)** L'ordre ou la sommation qui a été signifié conformément à l'article 57 et qui est censé être signé par un inspecteur des constructions :

- a) est admis en preuve par tout tribunal compétent ou par la Commission d'appel sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature;
- b) fait foi, sauf preuve contraire, des faits y énoncés;
- c) dans toute poursuite pour infraction à la présente loi ou à ses règlements, fait foi, sauf preuve contraire, que la personne y nommée est le propriétaire.

### Immunité

**59** Il ne peut être intenté d'action, notamment en dommages-intérêts, pour les actes accomplis ou censés avoir été accomplis de bonne foi ou pour les actes omis

relation to anything omitted in good faith, under this Act or the regulations by the person or entity:

- (a) the Province;
- (b) the Minister;
- (c) the Minister of Environment and Local Government;
- (d) a Chief Building Inspector;
- (e) Repealed: 2017, c.20, s.115
- (f) the Provincial Chief Building Inspector;
- (g) a building inspector;
- (h) a local government;
- (i) Repealed: 2017, c.20, s.115
- (j) a commission;
- (k) the Appeal Board;
- (l) a member of former member of the Appeal Board; and
- (m) any person acting under or who has acted under the authority of this Act or the instructions of a person or entity referred to in this section.

2017, c.20, s.115

### Administration

**60** The Minister is responsible for the administration of this Act and may designate one or more persons to act on the Minister's behalf.

### Regulations

**61(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) adopting by reference the Code;
- (a.1) establishing barrier-free design standards to replace those which are set out in Section 3.8. of the Code;

de bonne foi en vertu de la présente loi ou ses règlements contre :

- a) la province;
- b) le ministre;
- c) le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux;
- d) l'inspecteur en chef des constructions;
- e) Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115
- f) l'inspecteur en chef provincial des constructions;
- g) l'inspecteur des constructions;
- h) un gouvernement local;
- i) Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115
- j) une commission;
- k) la Commission d'appel;
- l) un membre ou un ancien membre de la Commission d'appel;
- m) toute autre personne agissant ou qui a agi en vertu de l'autorité de la présente loi ou selon les instructions données par une personne ou une entité visée au présent article.

2017, ch. 20, art. 115

### Application de la Loi

**60** Le ministre est responsable de l'application de la présente loi et peut désigner ses représentants.

### Pouvoir de réglementation

**61(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) adopter le Code par renvoi;
- a.1) établir des normes de conception sans obstacles qui remplacent celles que prévoit la section 3.8. du Code;

- (b) exempting any building or class of building from the application of this Act or the regulations or from the application of any provision of this Act or the regulations;
- (c) prescribing the method for estimating the construction cost of a building;
- (d) prescribing surcharges for the issuance of a building permit under paragraph 9(1)(d);
- (e) prescribing the amount a local government may pay the Minister of Finance and Treasury Board under subsection 9(2);
- (f) prescribing the stages of construction for which an inspection is required under subsection 17(1), including the different stages of inspections for different classes of buildings;
- (g) respecting the notification required under subsection 17(1), the content of the notice, the form and manner in which the notice shall be given and the period within which the inspection shall be carried out after receipt of the notice;
- (h) prescribing the parts of the Code for the purposes of paragraph 6(2)(a);
- (i) prescribing the additional duties and powers of building inspectors;
- (j) prescribing the qualifications of building inspectors and the different qualifications necessary to inspect different classes of buildings;
- (k) prescribing the requirements for privately contracted building inspectors;
- (l) requiring privately contracted building inspectors to hold professional liability insurance and prescribing the type and amount of professional liability insurance a privately contracted building inspector is required to hold;
- (m) prescribing the duties and powers of the Provincial Chief Building Inspector;
- (n) prescribing the services for which the Provincial Chief Building Inspector may charge fees, the amount
- b) soustraire des bâtiments ou des catégories de bâtiments à l'application de la présente loi ou de ses règlements ou à l'application de l'une quelconque de leurs dispositions;
- c) établir la méthode permettant d'estimer le coût des travaux de construction à exécuter;
- d) fixer les frais supplémentaires à payer pour la délivrance d'un permis de construction aux fins d'application de l'alinéa 9(1)d);
- e) fixer la somme qu'un gouvernement local peut payer au ministre des Finances et du Conseil du Trésor en vertu du paragraphe 9(2);
- f) établir les étapes des travaux de construction nécessitant l'inspection prévue au paragraphe 17(1), y compris les différentes étapes d'inspection pour chaque catégorie de bâtiments;
- g) prévoir les avis à donner en vertu du paragraphe 17(1), régir la forme et la teneur des avis ainsi que leur mode de communication et le délai dans lequel l'inspection doit être effectuée après réception de l'avis;
- h) prescrire les parties du Code pour l'application de l'alinéa 6(2)a);
- i) préciser les attributions supplémentaires des inspecteurs des constructions;
- j) préciser les titres et qualités des inspecteurs des constructions et les différents titres et qualités nécessaires pour inspecter différentes catégories de bâtiments;
- k) préciser les exigences applicables aux inspecteurs des constructions engagés à titre privé;
- l) exiger des inspecteurs des constructions engagés à titre privé qu'ils souscrivent une assurance responsabilité civile professionnelle, préciser le type d'assurance responsabilité civile professionnelle qu'ils doivent souscrire et le montant de la couverture exigée;
- m) préciser les attributions de l'inspecteur en chef provincial des constructions;
- n) préciser les services pour lesquels l'inspecteur en chef provincial des constructions peut demander

of the fees and the persons to whom the fees may be charged;

(o) prescribing the responsibilities and obligations of local governments and commissions with respect to construction or demolition work;

(p) prescribing the responsibilities and obligations of owners, contractors, subcontractors and professionals with respect to construction or demolition work;

(q) prescribing professions for the purposes of the definition “professional” in section 1;

(r) respecting the circumstances under which a building permit is required in order to obtain other types of permits;

(s) requiring the alteration of any part of an existing building where construction or demolition work in relation to the building affects that part;

(t) requiring the posting on premises of such documents or information as are prescribed;

(u) authorizing the Minister to prescribe forms for the purposes of this Act and the regulations;

(v) respecting the appointment of members of the Appeal Board and the qualifications of members of the Appeal Board;

(w) respecting appeals, including

(i) the grounds for appeal,

(ii) the procedure on appeal,

(iii) the effect of a decision of a Chief Building Inspector under subsection 40(1) or a decision of a building inspector under subsection 41(2) pending the outcome of an appeal, and

(iv) the powers and authority of the Appeal Board;

des honoraires, fixer le montant de ces honoraires et préciser à qui ils peuvent être demandés;

o) déterminer les responsabilités et les obligations des gouvernements locaux ou des commissions relativement aux travaux de construction ou de démolition;

p) déterminer les responsabilités et les obligations des propriétaires, des entrepreneurs, des sous-entrepreneurs ou des professionnels relativement aux travaux de construction ou de démolition;

q) prévoir des profession pour l’application de la définition « professionnel » à l’article 1;

r) prévoir les circonstances dans lesquelles un permis de construction est nécessaire pour obtenir d’autres types de permis;

s) exiger la modification de toute partie d’un bâtiment existant si les travaux de construction ou de démolition qui se rapportent à ce bâtiment ont une incidence sur cette partie;

t) exiger que soient affichés sur des lieux les documents ou les renseignements réglementaires;

u) autoriser le ministre à établir les formules aux fins d’application de la présente loi et de ses règlements;

v) prévoir la nomination des membres de la Commission d’appel et prévoir leurs titres et qualités;

w) prescrire les règles régissant les appels, en précisant notamment :

(i) les moyens d’appel,

(ii) la procédure applicable aux appels,

(iii) l’effet d’une décision d’un inspecteur en chef des constructions prise en vertu du paragraphe 40(1) ou de l’inspecteur des constructions prise en vertu du paragraphe 41(2) dans l’attente du résultat d’un appel,

(iv) les pouvoirs et l’autorité de la Commission d’appel;

(x) prescribing, in relation to offences under the regulations, categories of offences for the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*;

(y) defining any word or expression used in but not defined in this Act for the purposes of this Act, the regulations or both;

(z) respecting any matter that the Lieutenant-Governor in Council considers necessary for the administration of this Act.

**61(2)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations with respect to construction and demolition work in local service districts

(a) prescribing a system of permits for construction and demolition work;

(b) prescribing the terms and conditions for the issuance of a permit;

(c) prescribing the terms and conditions of a permit;

(d) prescribing the grounds on which a building inspector may refuse to issue a permit;

(e) prescribing the grounds on which a building inspector may suspend, revoke or reinstate a permit;

(f) respecting the form and manner in which applications for the issuance of a permit may be made and the content of the applications;

(g) prescribing the fees for the issuance of a permit;

(h) respecting the circumstances in which the fees paid for a permit may be refunded;

(i) prescribing the deposit for the issuance of a demolition permit;

(j) prescribing the circumstances in which a deposit is or is not payable for the issuance of a building permit and the amount of the deposit;

(k) respecting inspections of demolition work;

x) fixer, relativement aux infractions aux règlements, des classes d'infractions aux fins d'application de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*;

y) définir les mots ou les expressions employés mais non définis dans la présente loi pour assurer l'application de la présente loi, de ses règlements ou des deux;

z) prendre toute autre mesure qu'il juge nécessaire à l'application de la présente loi.

**61(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les travaux de construction et de démolition dans les districts de services locaux, et notamment :

a) instaurer un système de permis pour les travaux de construction et de démolition;

b) fixer les modalités et les conditions de délivrance des permis;

c) fixer les modalités et les conditions des permis;

d) énoncer les motifs pour lesquels l'inspecteur des constructions peut refuser de délivrer un permis;

e) énoncer les motifs pour lesquels l'inspecteur des constructions peut suspendre, révoquer ou rétablir un permis;

f) prévoir la forme, la teneur des demandes de permis et leur mode de présentation;

g) fixer les droits à payer pour la délivrance d'un permis;

h) prévoir les situations dans lesquelles les droits payés pour un permis peuvent être remboursés;

i) fixer le dépôt à payer pour la délivrance d'un permis de démolition;

j) prescrire les circonstances dans lesquelles un dépôt est ou n'est pas exigible pour la délivrance d'un permis de construction et fixer le montant du dépôt;

k) prévoir les inspections des travaux de démolition;

(l) prescribing standards for construction or demolition work

(i) that relate to matters not provided for in the Code, or

(ii) that are more stringent than the technical requirements set out in the Code;

(m) exempting local service districts from the requirement to conduct inspections for the purposes of ensuring compliance with the parts of the Code prescribed by regulation;

(n) prescribing the services for which a building inspector may charge fees, the amount of the fees and the persons to whom the fees may be charged.

2011, c.44, s.1; 2017, c.20, s.115; 2019, c.29, s.96

#### Fees to be paid to appropriate commission

**62** Despite the *Financial Administration Act*, a fee prescribed under paragraph 61(2)(g) shall be paid to the appropriate commission and shall be credited to the cost of the delivery of the land use planning service under subsection 161(4) of the *Local Governance Act*.

2017, c.20, s.115

#### TRANSITIONAL PROVISIONS AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

##### Building by-laws enacted under section 62 of the *Community Planning Act*

2017, c.20, s.115

**63(1)** *Despite section 5, a building by-law enacted under section 62 of the Community Planning Act that does not conform with the requirements set out in section 6 shall remain in effect for a period of 12 months after the commencement of this section.*

**63(2)** *If, within 12 months after the commencement of this section, a building by-law enacted under section 62 of the Community Planning Act does not conform with the requirements set out in section 6, the building by-law shall cease to have effect.*

2017, c.20, s.115

l) établir des normes applicables aux travaux de construction ou de démolition :

(i) ou bien qui visent des questions que le Code ne prévoit pas,

(ii) ou bien qui sont plus rigoureuses que les exigences techniques que prévoit le Code;

m) soustraire les districts de services locaux à l'obligation de procéder à des inspections afin d'assurer le respect des parties du Code prescrites par règlement;

n) préciser les services pour lesquels l'inspecteur des constructions peut demander des honoraires, fixer le montant de ces honoraires et préciser à qui ils peuvent être demandés.

2011, c.44, art.1; 2017, ch. 20, art. 115; 2019, ch. 29, art. 96

#### Droits de permis payés à la commission pertinente

**62** Les droits fixés en vertu de l'alinéa 61(2)g) sont payés, malgré la *Loi sur l'administration financière*, à la commission pertinente et crédités aux coûts afférents à la prestation du service de planification de l'utilisation des terres prévu au paragraphe 161(4) de la *Loi sur la gouvernance locale*.

2017, ch. 20, art. 115

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

##### Arrêtés de construction pris en vertu de l'article 62 de la *Loi sur l'urbanisme*

2017, ch. 20, art. 115

**63(1)** *Malgré l'article 5, l'arrêté de construction pris en vertu de l'article 62 de la Loi sur l'urbanisme qui n'est pas conforme aux exigences énoncées à l'article 6 conserve tous ses effets pendant la période de douze mois qui suit l'entrée en vigueur du présent article.*

**63(2)** *L'arrêté de construction pris en vertu de l'article 62 de la Loi sur l'urbanisme qui n'est pas conforme aux exigences énoncés à l'article 6 cesse de produire ses effets à l'expiration d'un délai de douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent article.*

2017, ch. 20, art. 115



**Permits under the *Community Planning Act***

**64** *A building permit or a development and building permit issued under the Community Planning Act shall remain in effect after the commencement of this section if the construction or demolition work for which the permit was issued*

(a) *was commenced within 12 months after the date of issue of the permit, and*

(b) *is not discontinued or suspended for a period of 90 consecutive days or more.*

**Appeals under section 120 of the *Community Planning Act***

2017, c.20, s.115

**65** *If, before the commencement of this section, an appeal was filed with the Assessment Planning and Appeal Board under section 120 of the Community Planning Act concerning a building permit or development and building permit issued under that Act, the Assessment Planning and Appeal Board shall deal with and decide the appeal in accordance with that Act.*

2017, c.20, s.115

**Applications under section 135 of the *Community Planning Act***

2017, c.20, s.115

**66** *If, before the commencement of this section, an application was made to the court under section 135 of the Community Planning Act concerning any of the following issues, the court shall proceed with the application in accordance with that section:*

(a) *contravention or failure to comply with*

(i) *a by-law made under section 62 of that Act,*

(ii) *an order or demand made with respect to construction work,*

(iii) *terms and conditions imposed under subsection 121(1) or (2) of that Act on a building per-*

**Permis délivrés en vertu de la *Loi sur l'urbanisme***

**64** *Le permis de construction et le permis d'aménagement et de construction délivrés en vertu de la Loi sur l'urbanisme demeurent valides après l'entrée en vigueur du présent article lorsque sont réunies les conditions suivantes :*

a) *les travaux mentionnés dans le permis ont été commencés dans les douze mois qui suivent la date de délivrance du permis;*

b) *les travaux mentionnés dans le permis n'ont été ni interrompus ni suspendus pendant une période de quatre-vingt-dix jours consécutifs ou plus.*

**Appels interjetés en vertu de l'article 120 de la *Loi sur l'urbanisme***

2017, ch. 20, art. 115

**65** *Si, avant l'entrée en vigueur du présent article, un appel a été interjeté à la Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme en vertu de l'article 120 de la Loi sur l'urbanisme relativement à un permis de construction ou à un permis d'aménagement et de construction délivré en vertu de cette loi, la Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme examine et tranche l'appel conformément à cette loi.*

2017, ch. 20, art. 115

**Demandes présentées en vertu de l'article 135 de la *Loi sur l'urbanisme***

2017, ch. 20, art. 115

**66** *Si, avant l'entrée en vigueur du présent article, une demande a été présentée à la cour en vertu de l'article 135 de la Loi sur l'urbanisme, la cour instruit la demande conformément à cet article lorsqu'elle se rapporte à ce qui suit :*

a) *une contravention ou un défaut de se conformer :*

(i) *à un arrêté pris en vertu de l'article 62 de cette loi,*

(ii) *à un ordre pris ou à une sommation faite relativement à des travaux de construction,*

(iii) *aux modalités et aux conditions imposées en vertu du paragraphe 121(1) ou (2) de cette loi à*

*mit or a development and building permit issued under that Act, or*

*(iv) a decision of the Assessment Planning and Appeal Board concerning a building permit or a development and building permit issued under that Act, or*

*(b) obstruction of a building inspector.*

2017, c.20, s.115

#### **Applications under section 136 of the Community Planning Act**

2017, c.20, s.115

**67** *If, before the commencement of this section, an application was made to the court under section 136 of the Community Planning Act with respect to the operation or non-enforcement of a building by-law enacted under section 62 of that Act or a resolution or order of a council concerning construction or demolition work, the court shall proceed with the application in accordance with section 136 of that Act.*

2017, c.20, s.115

#### **Amendments to Community Planning Act**

**68(1)** *Subsection 1(1) of the Bill entitled Community Planning Act, introduced in the third session of the 58th Legislature, is amended*

*(a) by repealing the definition “building inspector” and substituting the following:*

“building inspector” means a building inspector as defined in the *New Brunswick Building Code Act*. (*inspecteur des constructions*)

*(b) in the definition “non-conforming use” in the portion preceding paragraph (a) by striking out “or a development and building permit” and substituting “under the New Brunswick Building Code Act”.*

**68(2)** *Section 62 of the Bill is repealed.*

**68(3)** *Clause 102(1)(b)(i)(B) of the Bill is repealed and the following is substituted:*

*l’égard d’un permis de construction ou d’un permis d’aménagement et de construction,*

*(iv) à une décision de la Commission d’appel en matière d’évaluation et d’urbanisme concernant un permis de construction ou un permis d’aménagement et de construction,*

*b) à une entrave à un inspecteur des constructions.*

2017, ch. 20, art. 115

#### **Demandes présentées en vertu de l’article 136 de la Loi sur l’urbanisme**

2017, ch. 20, art. 115

**67** *Si, avant l’entrée en vigueur du présent article, une demande a été présentée à la cour en vertu de l’article 136 de la Loi sur l’urbanisme relativement à la mise en vigueur ou à l’inexécution d’un arrêté de construction édicté en vertu de l’article 62 de cette loi, d’une résolution ou d’un ordre du conseil concernant des travaux de construction ou de démolition, la cour instruit la demande conformément à l’article 136 de cette loi.*

2017, ch. 20, art. 115

#### **Modifications à la Loi sur l’urbanisme**

**68(1)** *Le paragraphe 1(1) du projet de loi déposé au cours de la troisième session de la 58<sup>e</sup> législature et intitulé Loi sur l’urbanisme, est modifié*

*a) par l’abrogation de la définition d’« inspecteur des constructions » et son remplacement par ce qui suit :*

« inspecteur des constructions » S’entend selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur le Code du bâtiment du Nouveau-Brunswick*. (*building inspector*)

*b) à la définition d’« usage non conforme », au passage qui précède l’alinéa a), par la suppression de « ou un permis d’aménagement et de construction a été accordé » et son remplacement par « a été accordé en vertu de la Loi sur le Code du bâtiment du Nouveau-Brunswick ».*

**68(2)** *L’article 62 du projet de loi est abrogé.*

**68(3)** *La division 102(1)(b)(i)(B) du projet de loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :*

(B) developments for which no building permit is required under the *New Brunswick Building Code Act*,

(B) les aménagements qui ne nécessitent pas la délivrance d'un permis de construction prévu par la *Loi sur le Code du bâtiment du Nouveau-Brunswick*,

**68(4)** *Subsection 108(1) of the Bill is amended in the portion preceding paragraph (a) by striking out “or development and building permit” and substituting “no building permit or development and building permit under the New Brunswick Building Code Act”.*

**68(4)** *Le paragraphe 108(1) du projet de loi est modifié au passage qui précède l'alinéa a) par la suppression de « ou aucun permis d'aménagement et de construction ne peut être délivré à cet égard » et son remplacement par « ne peut être délivré à cet égard en vertu de la Loi sur le Code du bâtiment du Nouveau-Brunswick ».*

**68(5)** *Subsection 111(2) of the Bill is amended by striking out “or building”.*

**68(5)** *Le paragraphe 111(2) du projet de loi est modifié par la suppression de « , à l'arrêté de construction ».*

**68(6)** *Paragraph 124(1)(h) of the Bill is amended by striking out “or a development and building permit”.*

**68(6)** *L'alinéa 124(1)h) du projet de loi est modifié par la suppression de « ou un permis d'aménagement et de construction ».*

**68(7)** *Section 125 of the Bill is amended*

**68(7)** *L'article 125 du projet de loi est modifié*

*(a) in subsection (1)*

*a) au paragraphe (1),*

*(i) by repealing paragraph (g);*

*(i) par l'abrogation de l'alinéa g);*

*(ii) by repealing paragraph (h);*

*(ii) par l'abrogation de l'alinéa h);*

*(iii) by repealing paragraph (i);*

*(iii) par l'abrogation de l'alinéa i);*

*(b) by repealing subsection (2);*

*b) par l'abrogation du paragraphe (2);*

*(c) in paragraph (14)(c) by striking out “paragraph (1)(a), (b), (f), (g), (h) or (i)” and substituting “paragraph (1)(a), (b) or (f)”.*

*c) à l'alinéa (14)c), par la suppression de « l'alinéa (1)a), b), f), g), h) ou i) » et son remplacement par « l'alinéa (1)a), b) ou f) ».*

2017, c.20, s.182

2017, ch. 20, art. 182

#### **Amendments to Metric Conversion Act**

#### **Modification de la Loi sur la conversion au système métrique**

**69** *Section 4 of Schedule A of the Metric Conversion Act, chapter M-11.1 of the Acts of New Brunswick, 1977, is amended*

**69** *L'article 4 de l'annexe A de la Loi sur la conversion au système métrique, chapitre M-11.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1977, est modifié*

*(a) by repealing subsection (3);*

*a) par l'abrogation du paragraphe (3);*

*(b) by repealing subsection (4);*

*b) par l'abrogation du paragraphe (4);*

*(c) by repealing subsection (5).*

*c) par l'abrogation du paragraphe (5).*

**Amendments to Municipalities Act**

Repealed: 2017, c.20, s.115

2017, c.20, s.115

**70** Repealed: 2017, c.20, s.115

2017, c.20, s.115

**Amendment to Workers' Compensation Act**

**71** *Subsection 53(7) of the Workers' Compensation Act, chapter W-13 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out "or development and building permit".*

**Modification de la Loi sur les municipalités**

Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

2017, ch. 20, art. 115

**70** Abrogé : 2017, ch. 20, art. 115

2017, ch. 20, art. 115

**Modification de la Loi sur les accidents du travail**

**71** *Le paragraphe 53(7) de la Loi sur les accidents du travail, chapitre W-13 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression de « construire ou d'un permis d'aménagement et de construction » et son remplacement par « construction ».*

**REPEAL AND COMMENCEMENT**

**Repeal of New Brunswick Regulation 90-128 under the Metric Conversion Act**

**72** *New Brunswick Regulation 90-128 under the Metric Conversion Act is repealed.*

**Commencement**

**73** *This Act or any provision of it comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

**N.B.** This Act is consolidated to December 31, 2019.

**N.B.** This Act was repealed on Dec. 31, 2019, by the *Statute Repeal Act*, 2012, c.13, s.2.

**ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

**Abrogation du Règlement du Nouveau-Brunswick 90-128 pris en vertu de la Loi sur la conversion au système métrique**

**72** *Est abrogé le Règlement du Nouveau-Brunswick 90-128 pris en vertu de la Loi sur la conversion au système métrique.*

**Entrée en vigueur**

**73** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

**N.B.** La présente loi est refondue au 31 décembre 2019.

**N.B.** La présente loi a été abrogée le 31 décembre 2019 en vertu de la *Loi sur l'abrogation des lois*, 2012, ch. 13, art. 2.